

**VERBATIM****CONFERENCE DE PRESSE****Bangui, le 1^{er} octobre 2025****Danny Clovis Siaka, porte-parole intérimaire de la MINUSCA**

Mesdames, Messieurs les professionnels des médias présents dans cette salle,
Mesdames, Messieurs, vous qui nous écoutez à travers les ondes de la Radio Guira,
Je vous souhaite la bienvenue à cette Conférence de presse.

Je suis Danny Clovis Siaka, Fonctionnaire des Nations unies au service de la MINUSCA depuis plus de sept ans. C'est un privilège pour moi de prendre, pour quelques petites semaines, la relève de Mme. Florence Marchal, Porte-parole de la Mission, que vous connaissez très bien, pour animer ce moment d'échange hebdomadaire entre la presse et la MINUSCA.

Cela va sans dire, cette conférence de presse est toujours une occasion privilégiée pour faire avec vous, professionnels des médias, le point par rapport à la mise en œuvre de son mandat par la MINUSCA au cours de la semaine écoulée. Dans cet esprit, j'aimerais mettre l'accent sur deux points qui, il faudrait peut-être le rappeler, sont au cœur des priorités du mandat de la MINUSCA, à savoir l'appui au processus politique d'une part et la protection des civils d'autre part.

Le premier point, relatif au processus politique, me donne l'occasion de vous édifier sur les efforts de la MINUSCA en soutien aux opérations de désarmement et de démobilisation lancées depuis la signature à N'Djamena, le 19 avril dernier, de deux Accords de paix séparés entre le Gouvernement et l'UPC d'une part, entre le Gouvernement et les 3R d'autre part. Pendant la semaine écoulée, la MINUSCA a continué d'apporter son appui technique, logistique et sécuritaire aux opérations de désarmement et de démobilisation des combattants du groupe armé 3R à Sanguéré Lim. Cet appui, on ne le rappellera jamais assez, est en droite ligne du mandat de la MINUSCA et est apporté au Gouvernement dans le cadre d'un processus et d'une procédure accordés avec ce dernier. C'est ici l'occasion de rappeler que seuls les combattants désarmés dans le cadre de ce processus formel de désarmement et de démobilisation et de cette procédure pourront recevoir une carte individuelle avec toutes les spécificités de leur statut de démobilisés et, par conséquent, être éligibles au soutien apporté pour la réintégration socio-économique.

Toujours dans le cadre de son soutien au processus politique, la MINUSCA poursuit son appui à la préparation des élections. A cet égard, la Mission soutient, depuis le 29 septembre, l'acheminement des listes électorales et des fiches de candidature au départ de Bangui vers les préfectures, ainsi que l'opérationnalisation des démembrements locaux de l'ANE. La Mission salue l'annonce, par le Gouvernement, de sa décision de financement additionnel des élections à hauteur de 7,8 millions de dollars américains, avec un premier décaissement, cette semaine, de 4,7 millions.

Pour la MINUSCA, ce financement témoigne de la détermination du Gouvernement à organiser les élections dans les délais. La MINUSCA reste engagée à apporter son soutien multidimensionnel aux élections tel que mandaté par le Conseil de Sécurité.

Quant au deuxième point, la protection des civils, une tâche prioritaire de notre mandat, est particulièrement illustrée dans l'actualité par la réponse que la MINUSCA apporte face à la situation d'insécurité et de tension à laquelle font face les populations d'Am Dafock dans la préfecture de la Vakaga, près de la frontière avec le Soudan. Au titre de cette réponse, j'aimerais souligner les quelques aspects suivants :

- Sur le plan sécuritaire, le renforcement de la base temporaire de la Force de la MINUSCA à Am Dafock, pour assurer la protection de plus de 3000 personnes déplacées qui ont cherché refuge auprès de la base ;
- La distribution d'eau et des soins de santé par la Force de la MINUSCA aux déplacés ;
- La coordination des efforts entre la MINUSCA et les autorités locales, en soutien aux acteurs humanitaires, compte tenu des difficultés d'accès physique à Am Dafock.
- Sur le plan politique, des initiatives de prévention et de médiation des conflits sont menées par les collègues du bureau de terrain de Birao. J'aimerais citer, à titre d'exemple, les réunions que le Chef du Bureau de Birao a eues le 24 septembre avec le Président du Comité des Sages de Birao, et le 28 septembre avec les Présidents locaux de la Fédération nationale des éleveurs centrafricains (FNEC) et de l'Association des commerçants. J'aimerais aussi relever la rencontre du 29 septembre, facilitée par la MINUSCA, entre les autorités locales et les leaders communautaires de Am Dafock, qui ont décidé d'établir un dialogue constructif avec les leaders communautaires de l'autre côté de la frontière, à Um Dafuq au Soudan, pour prévenir une escalade des tensions et promouvoir la coexistence pacifique et le règlement, tout aussi pacifique, des différends.

Par ailleurs, et sur tout un autre point, nous aimerions vous informer que le Chef de la composante police de la MINUSCA, le Commissaire de police Christophe Bizimungu, qui a pris fonctions le 27 juin 2021, est arrivé au terme de sa mission hier, 30 septembre 2025. La Représentante spéciale du Secrétaire général et les hautes autorités nationales dressent un bilan hautement positif de sa mission au service de la protection des civils, de la promotion d'une police de proximité et de l'extension de la présence et de l'autorité de l'Etat.

Question des journalistes

Le Confident (Jacques Emmanuel Nguet)

- Monsieur le porte-parole par intérim, vous avez si bien souligné, n'est-ce pas, l'engagement de la MINUSCA à soutenir le processus électoral en cours. Cependant, le climat politique reste encore tendu entre le gouvernement et l'opposition qui conditionne ces élections par un dialogue, alors que le gouvernement en place dit que le dialogue est politique, mais les élections sont constitutionnelles. Ce qui veut dire que ce dialogue n'est pas conditionné. Comment la MINUSCA va mener la médiation pour une élection inclusive pour que ça soit vraiment démocratique ?
- Pour le second volet de ma question, aujourd'hui, l'école a ouvert ses portes. Beaucoup d'enseignants sont encore à Bangui, eu égard de routes impraticables en ce moment de pluies. Et chaque année, on sait que la MINUSCA a toujours un rôle primordial pour le déploiement des enseignants dans l'arrière-pays. Est-ce que cette année, que ça quitte la MINUSCA va encore faire la même chose quand on ne sait qu'il n'y a pas un sans deux ? Merci.

Réponses aux questions

Danny Clovis Siaka, porte-parole intérimaire de la MINUSCA

Merci beaucoup pour vos deux questions toutes importantes. La première sur les élections et le dialogue en cours. J'aimerais vous rappeler une chose, c'est que la MINUSCA a un mandat d'appui aux élections et un mandat de bons offices. Et ces bons offices de la MINUSCA contribuent aussi à l'organisation d'élections pacifiques. C'est-à-dire si pendant cette phase dans laquelle on est entré depuis la convocation du corps électoral, la MINUSCA va poursuivre ses bons offices qu'elle menait déjà avant ces opérations, en direction de tous les acteurs, qu'ils soient partis politiques de l'opposition ou de la majorité, ou centristes, ou même en direction du gouvernement. Donc, c'est dire si nous allons continuer nos bons offices en direction de tous les acteurs. La MINUSCA, naturellement, encourage le dialogue parce que seul le dialogue est gage pour une paix durable en Centrafrique et aussi pour un ancrage démocratique certain et durable dans le pays.

Alors, cela dit, sur votre deuxième question, le transport, je crois, c'est le sens de votre question, des enseignants vers leur lieu de déploiement, donc vers les lieux où sont situés leurs établissements scolaires. J'aimerais vous rassurer aussi de la disponibilité constante de la MINUSCA dans le cadre de son mandat, à faciliter tout ce

qui concourt à la présence effective et à l'extension de l'autorité de l'État. Cela compte tenu aussi des contraintes financières ou bien de liquidités à laquelle fait face l'organisation de manière générale et la MINUSCA en particulier. Merci.

Question des journalistes

Radio Guira FM (Samuel Bogoto)

- Des questions à vous poser, Monsieur le porte-parole. Vous venez de dire que la MINUSCA continue d'appuyer le désarmement et la démobilisation des ex-combattants, notamment 3R, dans le Sanguéré Lim. Qu'en est-il de la phase de réinsertion, qui est aussi importante, à mon avis, est-ce qu'un travail se fait dans ce sens ? Deuxièmement, l'appui de la MINUSCA au processus électoral se poursuit également avec l'acheminement de listes électorales, fiches de candidature, comme vous venez de dire tout à l'heure, qu'en est-il de l'aspect sécurité, la sécurisation de ce processus, est-ce que des dispositions, tout au moins un travail se fait déjà pour que la sécurisation de ce processus soit bien faite avant, pendant et après le secours d'un. Merci.

Réponses aux questions

Danny Clovis Siaka, porte-parole intérimaire de la MINUSCA

Merci pour vos questions. La première, sur le DDR en cours et sur la phase, comme vous l'avez dit, de réinsertion ou de réintégration. Elle me donne l'occasion de souligner aussi l'importance de la phase qui intervient après le désarmement et la démobilisation, notamment la réintégration. Pour dire deux choses, rappeler deux choses. La première, c'est qu'il y a deux issues possibles, soit l'intégration dans les forces de défense et de sécurité ou la réintégration ou la réinsertion socio-économique. Évidemment, ce ne sont pas tous les combattants qui pourraient être intégrés dans les forces de défense et de sécurité, ce qui souligne l'importance de la réintégration socio-économique. Et c'est à cet égard que j'aimerais insister encore sur la procédure et le processus accordés avec le gouvernement pour le DDR et son unicité. Et comme je l'ai dit tantôt, seuls ceux qui ont reçu une carte de démobilisés pourront être éligibles à la réinsertion ou à la réintégration socio-économique. Donc, j'aimerais insister là-dessus et rappeler que la MINUSCA continue de travailler avec le gouvernement pour assurer cette unicité du processus et de ce cadre formel pour qu'effectivement, ceux qui ont été désarmés, ont été démobilisés et qui sont éligibles et qui choisissent cette voie puissent effectivement bénéficier de ce soutien socio-économique.

Et pour ce qui est de la sécurisation des élections, comme je l'ai dit tantôt, le soutien de la MINUSCA aux élections est multidimensionnel, ce qui intègre naturellement l'aspect sécuritaire. Et ceci est l'occasion pour moi de vous rappeler, je crois que vous le savez déjà, le plan intégré de sécurisation des élections, connues généralement comme PISE. Donc, ce plan, qui est opérationnel depuis déjà la phase d'enrôlement des électeurs, se poursuit et va naturellement continuer dans la phase effective des élections du vote, je veux dire. C'est le lieu de dire que l'opérationnalisation de ce plan permet à la MINUSCA et aux forces de défense et de sécurité centrafricaines qui en assurent la mise en œuvre, de s'ajuster au quotidien en tirant des leçons, apprises des phases précédentes, pour améliorer le plan et mieux répondre aux défis et aux besoins sécuritaires pendant les élections. Merci.

Question des journalistes

Le Citoyen (Odilon Koulaka)

- Mon confrère, de Guira FM, m'a coupé l'herbe sous les pieds, mais je voudrais que vous nous donniez en termes de chiffres, combien des combattants ont été désarmés et combien d'armes et de munitions ont été collectées, en termes de chiffres ?

Réponses aux questions

Danny Clovis Siaka, porte-parole intérimaire de la MINUSCA

Je comprends que vous voulez parler du désarmement, des opérations de désarmement dans le cadre de l'accord de Ndjamena, du 19 avril. Je ne peux pas vous donner de chiffres très exacts, surtout d'armes, de combattants et de munitions, mais tout au moins, vous dire, pour ce qui est de Maloum et Kouï, estimés autour de 500 combattants. Nous vous donnerons des chiffres plus exacts au terme de cette conférence. Et pour ce qui est de la phase de Sanguéré lim, à la date d'hier, on avait un total de 154 combattants. Donc, comme j'ai dit tantôt, nous reviendrons vers vous avec les données désagrégées d'armes et de combattants, armes et munitions. Donc, ceci,

naturellement, comme vous le savez, c'est l'UEPNDDR qui est le responsable de ces opérations. Et de ce fait, même les données qu'on vous communiquera, ce seront les mêmes données que vous pourrez aussi trouver auprès d'eux, parce que ce sont eux qui, officiellement, conservent et mettent cette donnée à disposition.

Question des journalistes

Radio Ndeke Luka (Djeff Dao)

- Bonjour, j'ai trois petites questions à vous poser. La première, commençons aux élections groupées qui sont à venir, il y a la question de la logistique qui reste encore floue. Donc, pensez-vous réellement que ces élections seront effectives ? La deuxième question : je pense que les bénéficiaires du projet CVR de la MINUSCA étaient en grève ce matin à Gambo. Gambo, c'est à 75 km de Bangassou. Donc, ils réclament leur argent après avoir aménagé les routes. Comment allez-vous nous répondre sur ce sujet ? La toute dernière question : Le 28 septembre dernier, ça, c'est à 75 kilomètres de Zémio. Il y a un convoi de casques bleus de la MINUSCA, avec des camions citernes. Donc, sous escorte renforcée, composée de deux blindés et plus de 15 casques bleus à l'intérieur. En ce moment, ils étaient bien armés. Mais entre temps, ils étaient arrêtés et dépouillés par sept (7) Azandés Ani Kpi Gbe, armés aussi. Donc, avec cela, il n'y avait pas coup de feu, il n'y avait pas de combat en tant que tel, il n'y a même pas eu de riposte.

Mais le bilan a fait un convoi qui a été soigneusement pillé. Ils ont emporté les téléphones et les effets personnels avec une somme de 800.000 francs. Alors, avec tout ça, je pense bien que vous êtes aussi imprégnés de cette situation. Nous avons appelé les autorités locales pour pouvoir confirmer les faits et c'est un fait avéré. De ce fait, comment allez-vous nous répondre par rapport à cela ? Et avec ça, vous-même, je voulais parler des casques bleus, n'ont pas cette capacité-là de se protéger eux-mêmes, bien armés. Alors, nous, population, ne sommes-nous pas au risque et péril de notre propre vie ? Serons-nous réellement protégés ? Et avec le processus électoral qui sont en train de venir, pensez-vous que la MINUSCA est à la hauteur de sécuriser les matériels logistiques de cette élection pour pouvoir l'amener à bon port ? Merci.

Réponses aux questions

Danny Clovis Siaka, porte-parole intérimaire de la MINUSCA

Très bien. Merci pour vos questions. Je commence par la première que vous posez par rapport aux élections une question relative à la logistique. J'aimerais vous rassurer de ce que dès lors qu'elle sera sollicitée, la MINUSCA apportera, comme d'habitude, son soutien logistique aux élections. Et d'ailleurs, un soutien qui, je l'ai dit tantôt, avait déjà commencé, se poursuit et va se poursuivre dès qu'elle sera sollicitée dans ce sens par le gouvernement. Ça, c'est une assurance que j'aimerais vous donner. Et quant à l'effectivité des élections, je crois que nous avons tous suivi la convocation du corps électoral par le chef de l'État. Et en dehors de cet élément concret et factuel, je ne saurai quel autre élément de réponse apporter à votre question. Je crois que si le corps électoral est convoqué par le chef de l'État, c'est pour que les élections se tiennent le 28 décembre comme indiqué dans son décret convoquant le corps électoral. Et une fois de plus, la MINUSCA va continuer inlassablement d'apporter son soutien au processus électoral, aux élections, à la tenue des élections, conformément à son mandat.

Pour ce qui est de l'information relative à la grève, au mouvement de grève des bénéficiaires des CVR, je vous remercie de l'avoir porté à notre connaissance. Nous allons suivre en interne auprès des collègues et puis on reviendra vers vous avec les éléments d'information, mais avec plus de précisions.

Quant à l'incident dont vous faites mention, qui s'est produit le 28 septembre à Zémio, je crains de dire que la narration que vous avez des faits sur ce malheureux incident n'est pas la même que nous avons au niveau de la mission. Nous savons qu'effectivement, il y a eu un convoi logistique qui était escorté par nos casques bleus et qui a été attaqué au milieu du convoi. Donc, au milieu du convoi, il y a eu cette attaque d'éléments armés, de sept éléments armés. Et nos casques bleus qui escortaient se sont arrêtés pour aller intervenir pour sécuriser le convoi, provoquant ainsi la fuite de ces éléments armés. Donc, voilà l'information que nous avons. Et nous avons lu aussi certains journaux faire état de l'absence d'un communiqué officiel de la MINUSCA. Je pense que cette conférence de presse et la disponibilité constante de la MINUSCA permettent qu'en amont, peut-être, vous puissiez faire une vérification des faits à la source. Nous sommes disponibles et souhaiterions que vous vous approchiez de la MINUSCA pour écouter aussi la version de la mission avant peut-être de faire certaines publications.

Donc, nous comptons vraiment sur vous, professionnels des médias, pour que peut-être, il y ait plus de vérifications d'informations, pour qu'on soit tous sur la même longueur d'ondes ; du moins pour que la version de la mission puisse être prise en compte. Donc, je l'ai dit tantôt, la MINUSCA ne lésinera pas sur les moyens pour mettre en œuvre son mandat de protection des civils. Que cela soit pendant les élections ou en dehors de la période des élections. Et vous l'avez insinué, et je l'ai dit précédemment, le plan intégré de sécurisation des élections est en cours. Et dans ce cadre-là, la MINUSCA assure ou bien, va contribuer, auprès des forces de défense et de sécurité, à la sécurisation effective des élections pour permettre aux populations de faire valoir leurs droits démocratiques. Et je l'ai dit tantôt, nos efforts vont se poursuivre sur toutes les dimensions pour assurer la protection des civils. Donc, j'aimerais vous donner encore cette assurance en lien avec cet incident. Merci beaucoup.

Question des journalistes

Radio Ndeke Luka (Djeff Dao)

- Je reviens encore. Cette information a été vérifiée auprès d'une autorité locale. À vous écouter, il y a une autre version et la deuxième version est celle de cette autorité locale. Donc, ceci étant, on pourrait comprendre qu'il y a un quiproquo dans ce que les autorités locales disent et que la MINUSCA aussi pourrait dire. On pourrait comprendre aussi qu'il n'y a pas une entente entre les autorités locales. Ou bien, une autorité locale représente aussi même le gouvernement. On peut le dire en quelque sorte entre le gouvernement et la MINUSCA. Est-ce que c'est là ?

Réponses aux questions

Danny Clovis Siaka, porte-parole intérimaire de la MINUSCA

Je crois que cet incident ne remet pas en cause ni en question les bonnes et excellentes relations qu'entretiennent la MINUSCA, le gouvernement et les autorités. Mais ici, il s'agit de la vérification d'une information, il s'agit des sources de l'information. Et nous vous avons donné notre version. Donc, je ne voudrais pas une autre interprétation. Et je préfère qu'on n'en fasse pas une interprétation qui, à mon sens, n'a pas lieu d'être. Donc cela n'affecte en rien et cela ne traduit en rien l'état des relations, par ailleurs excellentes, entre la MINUSCA et les autorités. Merci beaucoup.

Question des journalistes

Le Citoyen (Odilon Koulaka)

- Je reviens toujours sur le processus électoral, le corps électoral déjà convoqué, ça dit que d'ici le 28 décembre, nous allons aux urnes. C'est par rapport à la formation des journalistes. Est-ce que la MINUSCA a déjà pensé à la formation des journalistes sur la lutte contre la désinformation et les discours de haine ? Est-ce que la MINUSCA va appuyer les organisations de lutte contre la désinformation ?

Réponses aux questions

Danny Clovis Siaka, porte-parole intérimaire de la MINUSCA

Très bien. Votre question témoigne s'il en était encore besoin de l'importance de lutter contre la désinformation et les discours de haine et surtout de les prévenir de manière générale, mais en particulier en période électorale. Et je crois que, sauf à me tromper, que c'est un travail continu. Donc, la MINUSCA est en contact avec les professionnels des médias de manière constante pour éviter, pour développer toutes les stratégies pour prévenir, pour anticiper et aussi pour contrer tous les discours de haine, de désinformation, de mésinformation. Donc, nous allons continuer dans ce sens. Et pour ce qui est des questions relatives à des formations concrètes, je crois qu'on va aussi revenir vers vous à la fin de la conférence de presse, peut-être pour vous expliquer plus en détails ce qui est fait, pour que vous voyez éventuellement dans quel créneau vous pouvez-vous insérer, si ce n'est pas encore le cas. Merci.

Je vous rappelle que vous pouvez retrouver en temps réel toutes les informations de la MINUSCA sur le site [web de la Mission](#), sur [Facebook](#), [X](#), [YouTube](#) et [Instagram](#). L'heure est venue de clore cette conférence de presse. Merci à tous pour votre participation.